



Conseil de sécurité

Distr. générale
27 septembre 2002
Français
Original: anglais

**Lettre datée du 26 septembre 2002, adressée au Président
du Conseil de sécurité par le Président du Comité
du Conseil de sécurité créé par la résolution 1363 (2001)
concernant la lutte antiterroriste**

J'ai l'honneur de rappeler à votre attention ma lettre du 22 juillet 2002 (S/2002/811).

Le Comité contre le terrorisme a reçu du Pérou le rapport complémentaire ci-joint (voir annexe), présenté en application du paragraphe 6 de la résolution 1373 (2001).

Je vous saurais gré de bien vouloir faire distribuer le texte de la présente lettre et de la pièce qui y est jointe comme document du Conseil de sécurité.

Le Président du Comité du Conseil de sécurité
créé par la résolution 1373 (2001)
concernant la lutte antiterroriste
(*Signé*) Jeremy **Greenstock**



Annexe

[Original : espagnol]

**Note verbale datée du 24 septembre 2002,
adressée au Président du Comité du Conseil de sécurité
créé par la résolution 1373 (2001) concernant la lutte antiterroriste
par la Mission permanente du Pérou
auprès de l'Organisation des Nations Unies**

La Mission permanente du Pérou auprès de l'Organisation des Nations Unies présente ses compliments au Président du Comité créé par la résolution 1373 (2001) du Conseil de sécurité de l'Organisation des Nations Unies et a l'honneur de compléter les informations communiquées au mois de janvier passé par de plus amples renseignements sur les mesures qu'a prises le Pérou pour lutter contre le terrorisme, comme le lui avait demandé le Comité dans sa communication du 24 juin 2002.

Pièce jointe

[Original : espagnol]

Complément d'information suppléant le rapport du Gouvernement péruvien sur l'application de la résolution 1373 (2001) du Conseil de sécurité*

En réponse à la demande du Comité contre le terrorisme du Conseil de sécurité, qui souhaitait recevoir des renseignements suppléant le rapport* présenté par le Pérou sur l'application de la résolution 1373 (2001), le Gouvernement péruvien apporte les précisions suivantes :

Paragraphe 1 Alinéa a)

- *Le Comité souhaiterait recevoir des explications détaillées sur la loi No 25475 et les dispositions spéciales du Code pénal qui répondent au paragraphe 1 de la résolution. Il souhaiterait en particulier voir expliqué ce que ces dispositions entendent par « actes terroristes » et « groupes terroristes ».*

Réponse

Le décret-loi No 25475 définit les infractions pénales que constituent les faits considérés comme crimes de terrorisme au Pérou et fixe les procédures d'enquête préliminaire et d'instruction et la procédure judiciaire orale. On soulignera que si les modalités législatives utilisées pour ce décret-loi ont été critiquées parce que les infractions pénales y sont très larges et les définitions génériques, en pratique les magistrats ont créé une jurisprudence tendant à en circonscrire la portée; il y a lieu cependant de procéder à une révision, cette législation ayant été examinée par la Cour interaméricaine des droits de l'homme.

À cet égard, il convient de mentionner que le Congrès de la République est en voie de débattre d'un projet de loi No 3405/2001-CR, intitulé « Texte unique intégré de lois antiterroristes et règles applicables au crime de terrorisme et autres dispositions normatives ».

Le décret-loi No 25475 est d'ordre exclusivement répressif et sa disposition de base (art. 2) prévoit qu'il n'est pas nécessaire qu'il soit porté atteinte au bien juridique protégé (d'ordre public en l'occurrence) puisqu'il envisage simplement la création d'une situation présentant le risque probable de causer un dommage ou une atteinte audit bien juridique protégé; on peut donc conclure que le crime de terrorisme consiste en une mise en « danger » dont le caractère illicite s'analyse sous l'angle non pas du résultat mais du risque.

L'article 3 envisage l'association illégale en vue de commettre ce type de crime et fait une circonstance aggravante de l'appartenance à un groupe terroriste. Il reprend les figures pénales envisagées à l'article 77 du Code pénal en vigueur. Il considère également comme circonstances aggravantes, qui s'ajoutent à l'appartenance à un groupe terroriste, d'autres infractions commises concurremment en vue d'obtenir un financement – extorsion de fonds, vol, séquestration, appropriation par un moyen illégal d'argent, de biens et de services auprès d'une

* Les annexes peuvent être consultées au Secrétariat.

autorité ou de particuliers – et qui sont érigées en infractions indépendantes par les articles 200, 188, 189, 152, paragraphe 8, 186 et 190 du Code pénal.

Définition de l'acte terroriste : Selon le décret-loi No 25475, l'acte terroriste est le comportement d'une personne ou de plusieurs personnes qui vise à provoquer, créer ou entretenir un état de terreur, d'alarme ou de crainte dans la population ou dans un secteur de la population, en vue de changer la structure du pouvoir et d'instaurer un gouvernement de type totalitaire. Ce comportement est considéré comme constitutif d'infractions multiples parce qu'il porte atteinte ou préjudice en une seule fois à plusieurs biens juridiques protégés par la *Carta Magna* et les lois pénales en vigueur. L'acte terroriste est visé à l'article 2 du décret-loi No 25475.

Définition du groupe terroriste : Un groupe terroriste est un ensemble de personnes qui se réunissent dans un dessein précis autour d'une certaine pensée ou d'une certaine idéologie, dûment organisé et structuré sous la direction d'un chef ou d'un dirigeant, avec des fonctions déjà définies et réparties entre les membres afin de réaliser des actes terroristes.

La constitution de groupe terroriste est visée à l'article 3 du décret-loi No 25475, où elle est considérée comme une infraction pénale aggravée.

- *Le Pérou ayant récemment ratifié la Convention internationale pour la répression du financement du terrorisme, le Comité souhaiterait connaître l'état d'avancement des amendements éventuellement apportés à la législation nationale pour faire appliquer la Convention, notamment ses articles 2 et 4.*

Réponse

Si, à l'heure actuelle, le développement législatif ne s'étend pas encore à la totalité des matières envisagées dans la Convention internationale pour la répression du financement du terrorisme, le 27 juin 2002 a vu promulguer la loi No 27765 qui réprime le blanchiment d'avoirs et qui définit cette dernière infraction dans les termes suivants :

« Article premier – Conversions et transferts. Quiconque convertit ou transfère de l'argent, des biens, des effets ou des revenus dont il connaît ou peut présumer l'origine illicite afin d'éviter l'identification de cette origine ou la saisie ou la confiscation de ces avoirs, est passible d'une peine privative de liberté de 8 ans au moins et de 15 ans au plus et de 120 à 350 jours – amendes. »

Le deuxième paragraphe de l'article 3 de la même loi ajoute :

« La peine privative de liberté n'est pas inférieure à 25 ans lorsque les opérations de conversion ou de transfert portent sur de l'argent, des biens, des effets ou des revenus produits par le trafic de stupéfiants, le terrorisme ou le narcoterrorisme. »

Cette disposition fait dérogation aux articles 296-A et B du Code pénal.

Il convient de mentionner qu'une commission intersectorielle est actuellement au travail pour évaluer le Texte unique intégré des lois antiterroristes. Elle présentera un rapport dans lequel il sera proposé au Congrès péruvien d'inclure dans le prochain Texte unique la figure pénale du financement du terrorisme érigée en infraction autonome.

Alinéa b)

- *L'article 4 de la loi No 25475 ne semble pas viser directement le financement du terrorisme. Il est pourtant libellé en termes qui semblent assez larges pour réprimer ce type d'activité. Est-ce bien le point de vue des tribunaux? A-t-on obtenu des résultats satisfaisants dans la répression du financement des activités terroristes par l'application de cette disposition?*

Réponse

L'article 4 du décret-loi No 25475 est assez ouvert et vise les différentes formes de collaboration apportée volontairement au terrorisme par des sujets qui n'appartiennent pas à un groupe terroriste afin d'obtenir, de recueillir, de réunir ou de se procurer des biens et des moyens de quelque nature que ce soit, ou d'offrir quelque autre assistance pour favoriser la commission de ces infractions ou la réalisation des desseins d'un groupe terroriste, y compris la collaboration économique et l'aide volontaire visant à financer les activités d'éléments ou de groupes terroristes. La lutte menée contre le terrorisme au Pérou a porté au jour diverses formes d'aide économique consentie par ce que l'on pourrait appeler des sympathisants, qui, sans « appartenir » au groupe ni agir directement, ont prêté leur concours sous forme d'argent, de biens ou de services de toute nature et facilité la réalisation d'actes terroristes.

L'alinéa f) de l'article 4 du susdit décret-loi définit en termes généraux l'infraction consistant à soutenir financièrement les activités terroristes. La définition donnée suffit à incriminer les actes qui, par leurs effets, facilitent les activités terroristes.

On notera cependant que la législation actuelle ne réprime pas le financement en tant que tel mais sanctionne les actes de collaboration (si le financement est répétitif, celui qui l'apporte est considéré comme faisant partie du groupe terroriste). On espère que cette situation sera modifiée dans le projet de Texte unique intégré des lois antiterroristes déjà cité.

- *Selon le rapport, l'article 296-B du Code pénal, amendé en 1999, réprime le blanchiment d'argent produit par le « narcoterrorisme ». Comment se définit le « narcoterrorisme » aux fins de cet article? Y a-t-il des dispositions – ou envisage-t-on d'en prendre – réprimant la circulation de fonds produits par d'autres infractions ou en provenance d'autres sources, que celles-ci soient illicites ou non, dont on sait ou dont on peut raisonnablement présumer qu'ils seront utilisés à des fins terroristes?*

Réponse

Le long des forêts ou dans les forêts d'altitude du Pérou, le climat permet de cultiver la coca et c'est là que se situent les centres principaux de traitement et d'expédition de la drogue en direction de la Colombie et des États-Unis.

Comme ce territoire est d'accès difficile, le terrorisme s'est installé dans la même région. Le voisinage géographique et la convergence d'intérêts dans des opérations menées en marge de la loi ont fait que le terrorisme d'extrême gauche a bien vite oublié la répugnance que lui inspirait cette « tare bourgeoise » qu'est le trafic de drogues et qu'il y a recherché un financement qu'il ne pouvait trouver autrement.

Réciproquement, le trafic de drogues avait besoin que l'ordre social soit gravement perturbé dans la région pour que le climat ainsi créé rende difficile aux autorités publiques la répression de ces agissements; il était également dans l'intérêt des trafiquants de voir le terrorisme se développer.

Le « narcoterrorisme » a donc un sens précis dans la réalité péruvienne : il est l'alliance stratégique du trafic des stupéfiants et du terrorisme, le premier apportant le financement nécessaire aux actions armées, le second la sécurité nécessaire à la production, la circulation, la distribution et le transport de stupéfiants. L'État péruvien a récemment adopté des dispositions parallèles aux normes juridiques. Il a pris des mesures pour pénaliser le financement en promulguant la loi No 27765 relative au blanchiment d'avoirs et en créant aux termes de la loi No 27693 le Service du renseignement financier, organisme de soutien technique répressif tenant à la réalisation des mêmes fins.

D'autre part, l'article 297 du Code pénal dispose :

« La peine sera l'emprisonnement à perpétuité quand :

[...]

2) L'intéressé a recours au trafic de stupéfiants pour financer des activités et des groupes terroristes. »

Il convient de mentionner que l'article 296-B du Code pénal a été aboli par la loi sur le blanchiment d'avoirs susmentionnée (loi No 27765 du 27 juin 2002), qui vise les actes de conversion, de transfert, de dissimulation ou de possession et la non-déclaration d'opérations ou de transactions suspectes, la qualité de l'intéressé étant considérée comme circonstance aggravante, et qui fixe les règles d'enquête sur les actes considérés.

Cette même loi a élargi la portée de la répression puisqu'elle punit le blanchiment d'argent produit par quelque infraction que ce soit, et fait du « narcoterrorisme » un facteur aggravant.

Alinéa c)

- *Est-il envisagé d'élargir la portée de la loi No 27379 relative au gel des fonds et autres avoirs financiers pendant l'instruction judiciaire, de sorte que ce gel puisse avoir lieu aussi pendant l'enquête policière?*

Réponse

Il n'existe aucun projet de loi sur ce point qui viserait à permettre, à l'étape de l'enquête policière, de geler les fonds ou autres avoirs financiers déposés auprès des établissements financiers.

Comme le disait le premier rapport présenté par le Gouvernement péruvien, la législation en vigueur exige un mandat judiciaire pour que puissent être séquestrés ou saisis des fonds déposés dans des établissements financiers, car cette mesure constitue une infraction au droit de propriété, lequel est un droit fondamental garanti par la Constitution et les traités internationaux relatifs aux droits de l'homme. De ce point de vue, même la loi No 27379, relative à la procédure d'adoption des mesures exceptionnelles de limitation des droits aux fins des instructions de caractère juridictionnel, qui a été promulguée dans le cadre de la lutte contre la corruption, couvre aussi les crimes de terrorisme et de trafic de stupéfiants, restreint certains

droits pour permettre à l'instruction de se dérouler et exige que les restrictions imposées – dont le gel des avoirs – soient autorisées par un magistrat.

Un grand progrès a été l'adoption de la loi No 27693 portant création du Service du renseignement financier, texte lié aux articles 375 à 381 de la loi générale sur le système financier et les assurances et la loi organique No 26702 sur le contrôle des banques et des assurances. Il y a lieu de signaler qu'au Pérou l'instruction est confiée au ministère public, qui agit en coordination avec la police nationale. Ainsi, la responsabilité du gel d'avoirs avant une procédure judiciaire incombe à un organe constitutionnel qui doit, avant de prendre aucune mesure tendant à restreindre les droits des personnes, demander l'autorisation du juge.

- *Le Comité souhaiterait connaître l'état d'avancement du projet de loi qui fixe les modalités d'application des mesures de caractère préventif, comme le gel d'avoirs, prises par des entités ou des institutions internationales, comme l'Organisation des Nations Unies. Plus précisément, le Comité voudrait savoir : i) si ce projet de loi envisage d'imposer aux institutions financières, personnes physiques et autres entités l'obligation de contrôler et de signaler les opérations pour prévenir les transactions économiques et financières qui ont des fins terroristes ou visent la perpétration d'autres infractions; ii) quelles mesures garantissent que les fonds et autres moyens financiers recueillis à des fins religieuses, culturelles ou caritatives ne sont pas employés à d'autres fins, notamment pour financer le terrorisme; iii) quelle réglementation est applicable aux réseaux parallèles de circulation des fonds, par exemple le hawala, ou les systèmes analogues.*

Réponse

Le projet dont il est question fait l'objet d'une nouvelle révision, au titre de laquelle se tiennent des réunions intersectorielles; quand ce travail sera achevé, le texte sera présenté sous forme de propositions à incorporer dans le Texte unique intégré des lois antiterroristes.

Sans préjudice de ce qui précède, les demandes de gel de fonds et autres avoirs financiers formulées par le Conseil de sécurité dans les résolutions 1333 et 1373 (2001) ont été transmises aux établissements financiers du pays, pour que ceux-ci fassent savoir si les personnes et organisations inscrites sur les listes reçues avaient des fonds en dépôt dans le système financier péruvien; ces établissements ont également été priés de signaler aux autorités compétentes toute opération suspecte réalisée avec les fonds en question, comme le prévoit l'article 378 de la loi No 26702 dont il sera question plus loin.

Pour ce qui est du détail des renseignements demandés, il y a lieu de signaler que le projet de loi susmentionné ne contient aucun des éléments indiqués par le Comité.

- *Les points mentionnés ci-dessus sont-ils visés par les lois en vigueur?*

Réponse

Le Comité doit savoir que l'article 378 de la loi générale sur le système financier et les assurances et la loi organique sur le contrôle des banques et des assurances No 26702 imposant aux établissements financiers l'obligation de signaler les transactions suspectes dont ils ont connaissance et qui peuvent être liées à des activités illicites. Plus précisément, cet article dispose ce qui suit :

« 1. Les établissements financiers doivent accorder une attention particulière à toute opération, réalisée ou non, complexe, insolite ou significative et à tous les schémas d'opération inhabituels, ainsi qu'aux opérations non significatives mais périodiques qui ne répondent pas à des motifs économiques ou juridiques évidents.

2. Les établissements financiers qui soupçonnent que les opérations visées à l'alinéa 1 ci-dessus peuvent constituer une activité illicite ou être liées à une activité illicite doivent en informer directement le Service du renseignement financier. »

De surcroît, le 2 avril 2002 a été promulguée la loi No 27693 portant création du Service du renseignement financier, organisme public spécialisé dans la collecte d'informations sur les opérations suspectes réalisées par l'entremise des établissements financiers, compagnies d'assurance, casinos, sociétés de gestion de fonds mutuels, maisons de bourse, caisses de dépôts, agences en douane, bourses de valeurs, etc.; il analyse cette information et porte à l'attention des autorités judiciaires compétentes les opérations qui laissent supposer qu'il y a blanchiment d'argent ou d'avoirs financiers.

Il convient aussi de citer le deuxième paragraphe de l'article 3 de la loi No 27765 déjà citée, qui ajoute la précision suivante :

« La peine privative de liberté est de 25 ans au moins lorsque les opérations de conversion ou de transfert portent sur de l'argent, des biens, des effets ou des revenus produits par le trafic illicite de stupéfiants, le terrorisme ou le narcoterrorisme. »

Alinéa d)

- *Selon le rapport, l'article 4 de la loi No 25475 s'applique uniquement aux actes commis sur le territoire péruvien. Le Gouvernement a-t-il l'intention d'élargir l'application de cette loi aux actes commis en dehors du territoire péruvien par des citoyens péruviens, par des personnes qui résident habituellement au Pérou ou par des personnes qui se rendraient par la suite au Pérou?*

Réponse

Le champ d'application de la loi péruvienne est défini aux articles premier, 2, 3, 4 et 5 du Code pénal, qui disposent :

« Article premier

La loi pénale péruvienne s'applique à toute personne qui commet un acte répréhensible sur le territoire de la République, sauf exception prévue par le droit international.

Elle s'applique également aux actes répréhensibles commis :

1. Sur les navires ou dans les aéronefs péruviens publics où elle se trouve;
2. Sur les navires ou dans les aéronefs péruviens privés qui se trouvent en haute mer ou dans un espace aérien qui n'est soumis à la juridiction d'aucun État.

Article 2

La loi pénale péruvienne s'applique à toute infraction commise à l'étranger :

1. Quand l'auteur est un fonctionnaire ou un agent de l'État agissant ès qualités;
2. Quand il y a atteinte à la sécurité ou à l'ordre public, à condition que les effets de l'infraction se produisent sur le territoire de la République;
3. Quand il y a atteinte à l'État ou à la défense nationale, aux pouvoirs de l'État et à l'ordre constitutionnel ou monétaire;
4. Quand elle est commise contre un Péruvien ou par un Péruvien et qu'elle est susceptible de motiver une extradition en droit péruvien, à condition qu'elle soit également répréhensible dans l'État où elle a été commise et que son auteur pénétre d'une manière ou d'une autre sur le territoire de la République;
5. Quand le Pérou est tenu d'engager des poursuites par les traités internationaux.

Article 3

La loi pénale péruvienne peut s'appliquer quand une extradition a été demandée mais que la personne visée n'est pas remise aux autorités compétentes d'un État étranger.

Article 4

Les dispositions des articles 2, paragraphes 2, 3, 4 et 5 ne s'appliquent pas :

1. Quand l'action pénale s'éteint en vertu d'une autre législation;
2. Quand il s'agit de délits politiques ou d'actes liés à de tels délits;
3. Quand la personne poursuivie a été disculpée à l'étranger ou, si elle a été condamnée, a accompli sa peine ou a vu celle-ci annulée ou remise.

Si l'auteur de l'infraction n'a pas exécuté la totalité de la peine qui lui était imposée, les procédures peuvent être reprises devant les tribunaux de la République, mais il sera tenu compte de la partie de la peine qui a déjà été accomplie.

Article 5

Le lieu où l'infraction a été commise est celui où l'auteur de celle-ci ou un complice a agi ou s'est abstenu d'agir, ou le lieu où se sont produits les effets de l'infraction. »

Cette extension est conforme à la règle expliquée ci-dessus, qui dans tous les cas spécifie dans quelle mesure s'applique la législation nationale, à quelles personnes et, dans quelles situations; particulièrement, l'article 7 du décret-loi No 25475 punit le citoyen péruvien qui a fait l'apologie de l'infraction en dehors du territoire de la République de la perte de la nationalité péruvienne en plus de la peine privative de liberté.

Il convient enfin de préciser que le projet de Texte unique intégré des lois antiterroristes déjà cité, actuellement soumis à l'approbation du Congrès, envisage la figure pénale du « terrorisme international », dans le cadre de laquelle sont sanctionnés les actes répréhensibles commis au Pérou à partir du territoire péruvien ou par des ressortissants péruviens, quel que soit le lieu où ces actes ont produit leurs effets.

Paragraphe 2

Alinéa a)

- *Confirmer si les interdictions fixées dans la loi No 25475 sont efficaces :*
 1. *Pour recruter, à partir ou en direction du Pérou, de nouveaux associés ou de nouveaux membres, de recueillir des fonds ou de solliciter quelque autre soutien dans d'autres pays.*

Réponse

L'alinéa f) de l'article 4 du décret-loi No 25475 considère comme constitutif d'un acte de collaboration ou de facilitation du terrorisme toute opération financière, toute aide ou entremise consentie volontairement pour financer les activités d'éléments ou de groupes terroristes; peut se ranger dans ce cas de figure la réalisation d'activités tendant à collecter des fonds ou à solliciter dans d'autres pays des appuis en faveur d'actes terroristes.

Il suffit de démontrer l'existence d'un lien de causalité entre la coopération financière et les actes des groupes terroristes ou l'existence de ces groupes pour que ces comportements soient répréhensibles. En conséquence, il y a là, non pas un problème de précision juridique dans la qualification pénale, mais un problème de preuve.

Enfin, on soulignera que le projet de Texte unique intégré, cité plus haut, envisage de traiter la question en termes plus précis.

2. *Pour empêcher les activités dolosives, comme le recrutement avec tromperie sur les intentions véritables et la collecte de fonds par l'intermédiaire d'organisations écrans.*

Réponse

La figure pénale que vise le droit péruvien est celle de l'« organisation de cours de formation », constitutive de l'acte de collaboration (et qui correspond à la nature idéologique du phénomène terroriste tel qu'il s'est manifesté au Pérou); il convient cependant de mentionner que le Texte unique intégré, en voie d'examen, envisage le cas de l'engagement sous contrat dans la partie consacrée au « terrorisme international ».

- *Il est dit dans le rapport que l'article 279 du Code pénal réprime, entre autres choses, la détention illégale d'armes. Quel est l'état de la législation concernant l'acquisition, la détention, l'importation et l'exportation d'armes et, en particulier, dans quel cas la détention d'armes est-elle légale?*

Réponse

L'article 279 du Code pénal utilise des termes généraux comme « conserver », « se procurer », ou « détenir », qui visent l'acquisition, la détention et le trafic d'armes, d'explosifs et des autres matériels énumérés dans cet article. Quand la qualification pénale utilise le terme « illégal », c'est par renvoi aux normes administratives qui régissent la détention et la commercialisation de ce matériel, c'est-à-dire que tout ce qui ne correspond pas à la réglementation est illégal, infraction d'ailleurs aggravée par la mise en danger du bien juridique protégé (en l'occurrence l'ordre public); les conséquences n'ont pas à se réaliser puisqu'il s'agit d'une infraction virtuelle de type « mise en danger ».

L'article 279 A intégré au Code pénal par la loi No 26672 du 20 octobre 1996 est une disposition particulière visant le trafic illicite d'armes chimiques en contravention avec la Convention sur l'interdiction de la mise au point, de la fabrication, du stockage et de l'emploi des armes chimiques et sur leur destruction, adoptée par l'ONU en 1992.

L'article 279 B intégré au Code pénal par le décret législatif No 898 du 27 mai 1998, réprime la subtilisation et l'enlèvement d'armes et de munitions de service, infraction qui, sous sa forme aggravée, est punie de l'emprisonnement à perpétuité.

L'article 317 du Code pénal envisage l'association illégale en vue de commettre une infraction et les infractions commises par des groupes de deux personnes ou davantage réunis pour perpétrer des actes illégaux comme les atteintes à l'ordre public déjà mentionnées, qui sont passibles de peines allant de 8 à 25 ans.

On ajoutera que, si l'on exclut les membres des forces armées et de la police, la possession ou la détention d'armes n'est légale qu'avec un permis délivré par la Direction générale du contrôle des services de sécurité, du contrôle des armes et des munitions et des explosifs à usage civil du Ministère de l'intérieur (la « DISCAMEC »), conformément aux règlements qui régissent la fabrication, le commerce et la détention ou l'utilisation par des particuliers d'armes et de munitions qui ne sont pas du matériel de guerre (loi No 25054 et amendements), après évaluation préalable et réalisation des conditions exigées. Par exemple, pour ce qui est de la légitime défense des personnes physiques, un permis est accordé aux particuliers qui ont besoin de se protéger des risques ou des voies de fait menaçant leur intégrité physique ou leurs biens, aux personnes d'autorité ou aux personnalités que leurs activités publiques ou privées ou les fonctions qu'elles assument font considérer par la DISCAMEC comme exposées à un risque plus grand d'attentat, ainsi qu'à ceux qui assurent la sécurité de ces particuliers. Des permis spéciaux sont délivrés aux entreprises privées de gardiennage. Les permis sportifs sont accordés aux membres des clubs ou d'associations regroupés dans les fédérations de tir; les permis concernant les armes de chasse sont accordés sous l'autorité du Ministère de l'agriculture aux personnes qui pratiquent cette activité pour le sport, le loisir ou pour assurer leur subsistance.

Pour les pistolets lance-fusées, les permis sont accordés aux personnes qui risquent de se perdre en mer ou sur terre et qui les utilisent comme dispositifs d'alerte; pour les collections, les permis sont accordés aux musées ou autres établissements consacrés à des fins analogues. Tous les sujets doivent répondre aux conditions exigées dans chaque cas.

Pour faire face à l'utilisation aveugle des armes à feu par les criminels, l'État péruvien a promulgué, dans le cadre d'une action préventive, un règlement permettant aux détenteurs d'armes à feu (qu'il s'agisse de matériel civil ou de matériel militaire) de les rendre dans un certain délai pour régulariser leur situation, avec même immunité (c'est-à-dire amnistie) pour le détenteur illégal qui restituait son arme à l'État, étant entendu qu'une fois échu le délai, l'article 79 du Code pénal s'appliquait dans toute sa rigueur (antécédents : loi No 26978 du 22 septembre 1998 et loi No 27521 du 28 septembre 2001).

Alinéa b)

- *Expliquez les modifications qu'il a semblé nécessaire d'apporter aux textes législatifs pour élargir les compétences en matière de lutte contre le terrorisme des divers organismes mentionnés dans le rapport de façon à couvrir d'éventuels actes de terrorisme international. Ces modifications ont-elles été apportées effectivement et sont-elles entrées en vigueur?*

Réponse

Aucune modification n'a encore été apportée et aucun texte n'a été adopté qui envisage d'éventuels actes de terrorisme international.

Cela dit, on s'attend à voir approuver rapidement le projet de Texte unique intégré des lois antiterroristes, qui prévoit expressément le crime de terrorisme international à son quatorzième article complémentaire, disposition qui exprime la volonté du Pérou de collaborer avec les autres pays pour faire disparaître ce crime.

Il faut également mentionner que l'un des aspects du problème de la qualification pénale du terrorisme international tient à l'absence de définition internationale de cette infraction, c'est-à-dire à l'absence de notion commune qui pourrait être reconnue par la communauté internationale lorsque sont punis des ressortissants d'autres pays que le Pérou.

Alinéa c)

- *Quelles sont les dispositions qui empêchent d'entrer au Pérou les personnes visées à l'alinéa c) du paragraphe 2 de la résolution et qui cherchent à y pénétrer, par exemple en qualité de réfugiés?*

Réponse

Conformément à la Convention des Nations Unies sur le statut des réfugiés de 1951 et au Protocole facultatif s'y rapportant de 1967, le Pérou prévoit une période de « qualification » précédant l'obtention du statut de réfugié ou de bénéficiaire du droit d'asile; pendant cette période sont examinés les antécédents du requérant. Ainsi, le décret suprême No 001-85-RE portant statut juridique des réfugiés et bénéficiaires de l'asile politique au Pérou dispose en son article 21 :

« [...] ne sont pas considérés comme réfugiés les étrangers dont il y a de bonnes raisons de penser qu'ils ont commis dans leur pays d'origine, dans le pays de leur dernière résidence ou dans quelque autre pays, des infractions graves de droit commun justiciables de poursuites internationales, tout particulièrement d'actes de terrorisme et de trafic de stupéfiants. »

Pour ce qui est du travail du ministère public, selon la disposition de l'article 5 du décret-loi No 25475 – qui réprime le simple fait d'appartenir à un groupe terroriste – et le paragraphe 5 de l'article 2 du Code pénal – qui oblige à réprimer les infractions que prévoient les traités internationaux auxquels le Pérou est partie –, il est possible d'interpeller et de punir le membre d'un groupe terroriste étranger qui se serait réfugié au Pérou, à condition que soient respectées les conditions déjà mentionnées. Ainsi, une fois l'alerte donnée, c'est-à-dire une fois connue l'entrée de l'intéressé au Pérou, les recherches nécessaires sont entreprises.

Alinéa d)

- *Selon l'article 338 du Code pénal, la conspiration visant un autre État est passible d'une peine d'emprisonnement de 5 ans au plus. Il semble qu'un acte analogue commis contre le Pérou est passible d'une peine d'emprisonnement pouvant atteindre 20 ans. Donner des éclaircissements sur ce point et expliquer cette disparité, si disparité il y a.*

Réponse

Le traitement diffère assurément selon qu'il s'agit d'actes portant atteinte à l'ordre politique d'États étrangers et d'actes analogues visant l'État péruvien. La différence tient à l'identité des biens juridiques que chaque disposition cherche à protéger : l'infraction que les spécialistes des traités qualifient d'« actes tendant à modifier l'organisation politique d'un État étranger » est réprimée pour protéger les bonnes relations du Pérou avec les autres membres de la communauté internationale; l'infraction visée à l'article 346 du Code pénal est réprimée pour que l'État soit protégé de toute atteinte directe. Comme on le voit, la différence est notable : ce n'est pas la même chose de protéger de bonnes relations que d'assurer sa propre survie.

Il convient de souligner que l'article 338 du Code pénal est une disposition ouverte, même à l'égard des États étrangers, puisqu'il ne donne pas de définition des actes considérés comme illégaux, se contentant de dire que l'acte réprimé doit viser à modifier l'organisation politique d'un État étranger par des voies violentes; il y a infraction aggravée si le mobile est le gain pécuniaire ou quelque autre intention vile¹. Cela est conforme à l'article 317 du Code pénal qui sanctionne l'association de malfaiteurs visant à attenter à l'État, à la défense nationale, aux pouvoirs de l'État et à l'ordre constitutionnel, autrement dit à commettre en réunion les actes envisagés à l'article 338. En ce cas, les peines sont de 8 à 25 ans de privation de liberté.

La qualification pénale des actes de terrorisme international prévue dans la résolution 1373 (2001) est actuellement à l'étude dans le cadre du projet de Texte unique intégré qui devrait être prochainement approuvé par le Conseil de la République.

- *Quelle est la compétence des tribunaux du Pérou à l'égard des actes criminels suivants :*

¹ Terme trop subjectif.

1. *Acte commis en dehors du Pérou par une personne qui est citoyenne du Pérou ou y réside habituellement (que cette personne se trouve au Pérou ou non)*

Réponse

Comme cela a déjà été dit à propos de l'alinéa d) du paragraphe 1, les règles générales définissant l'application territoriale de la loi pénale péruvienne sont fixées dans le Code pénal (art. 1er et 2), où sont indiquées les situations dans lesquelles la loi péruvienne s'applique à une infraction commise à l'étranger, à savoir :

1. Quand l'auteur est un fonctionnaire public ou un agent de l'État agissant ès qualités;
2. Quand il y a atteinte à la sécurité ou à l'ordre public, à condition que les effets de l'infraction se produisent sur le territoire de la République;
3. Quand il y a atteinte à l'État ou à la défense nationale, aux pouvoirs de l'État et à l'ordre constitutionnel ou monétaire;
4. Quand elle est commise contre un Péruvien ou par un Péruvien et qu'elle est susceptible de motiver une extradition en droit péruvien, à condition qu'elle soit également répréhensible dans l'État où elle a été commise et que son auteur pénètre d'une manière ou d'une autre sur le territoire de la République;
5. Quand le Pérou est tenu d'engager des poursuites par les traités internationaux.

En outre, l'article 6 du Code de procédure pénale dispose que le Péruvien qui se trouve en dehors du territoire de la République et qui a commis une infraction punie par le droit national ou par le droit du pays où il l'a commise peut être jugé à son retour au Pérou.

Il y a lieu de répéter que la figure pénale du terrorisme international sera prévue par la législation péruvienne quand aura été approuvé le projet de Texte unique intégré des lois antiterroristes.

2. *Acte commis en dehors du Pérou par un national d'un pays étranger qui se trouve au Pérou*

Réponse

Sur ce point, nous devons nous référer aux accords internationaux d'extradition que le Pérou a déjà signés et ratifiés (annexe 1) ainsi qu'au principe de la réciprocité internationale, selon le cas.

Alinéa f)

- *Le rapport cite en exemple un certain nombre d'accords internationaux d'entraide judiciaires et d'extradition auxquels le Pérou est partie. Fournir la liste complète des traités bilatéraux et multilatéraux concernant ces questions auxquels le Pérou est partie.*

Réponse

Se rapporter à l'annexe 1.

- *Quel est le délai légal de réponse à une demande d'entraide judiciaire en matière d'enquête et de poursuites pénales et combien de temps, en moyenne, cette démarche prend-elle dans la pratique? Quelles sont les exigences du Pérou en matière de preuve pour les demandes d'extradition?*

Réponse

La première disposition complémentaire du décret suprême No 044-93-JUS portant règlement d'application de la loi sur l'extradition (loi No 24710), tel qu'amendé par le décret suprême No 031-2001-JUS, dispose que « Les démarches relatives à l'extradition [...] doivent être conduites compte tenu du délai imparti par les accords d'extradition à l'État péruvien pour présenter une demande d'extradition à un autre État, dans le respect du principe de réciprocité, du droit interne des États requis, de la coutume internationale et de toute autre disposition applicable en l'espèce. »

La loi prévoit que la demande d'extradition vers le Pérou est examinée par une commission composée de deux représentants du Ministère de la justice et de deux représentants du Ministère des relations extérieures. La commission a cinq jours au plus pour rédiger et présenter un rapport motivé au Ministère de la justice.

Conformément au décret suprême No 044-93-JUS, tel qu'amendé par le décret suprême No 031-2001-JUS, le Ministère de la justice soumet le rapport de la commission au Conseil des ministres, qui approuve ou refuse la demande d'extradition. Le Ministère de la justice, donnant suite à la décision du Conseil des ministres, prend éventuellement la résolution correspondante.

Ni la loi ni les règlements n'impartissent de délais pour les démarches expliquées dans les paragraphes qui précèdent.

Selon la loi, le Pérou répond à une demande d'extradition hors de son territoire en considérant : a) les garanties de bonne administration de la justice qu'offre l'État requérant; b) l'éventualité où une demande d'extradition déjà présentée par l'État requérant à un État tiers aurait été rejetée parce qu'elle avait des aspects politiques.

Alinéa g)

- *Décrire le mécanisme interinstitutionnel de coordination de la lutte contre l'abus des drogues, des enquêtes financières et des enquêtes de sécurité, en particulier du point de vue du contrôle des frontières.*

La Direction générale des migrations et des naturalisations administre, coordonne et contrôle, sous la tutelle de la Haute Direction, les mouvements migratoires des nationaux et des étrangers. Elle délivre les passeports ordinaires et les laissez-passer et accorde les lettres de naturalisation selon la loi et les politiques du Gouvernement. Elle a pour mission de diriger, de coordonner et de contrôler les mouvements migratoires des nationaux et des étrangers qui passent par les points d'entrée et de sortie autorisés, tels qu'ils sont désignés dans le règlement définissant l'organisation et la mission du Ministère de l'intérieur, approuvé dans la résolution ministérielle No 0829-95-IN-010305 du 4 juillet 1995.

- *Le rapport évoque des problèmes pratiques soulevés au Pérou par les activités de réseaux criminels dans le domaine du trafic d'immigrants et des domaines connexes, comme la production de faux documents d'identité. Qu'ont prévu les autorités publiques pour résoudre ces problèmes? Comment la Direction*

générale des migrations et des naturalisations résout-elle les problèmes du trafic d'êtres humains et de la falsification des documents de voyage qui peuvent servir à des activités ou à des fins terroristes?

La Direction générale des migrations et des naturalisations, soucieuse de régler le problème de la traite des êtres humains et de la falsification de documents de voyage qui peuvent servir à des activités ou des fins terroristes, a pris les mesures suivantes :

a) Une opération d'amendement du Code pénal (chap. IV, art. 303 A, chapitre intégré au Code par la loi No 27202 le 15 novembre 1999) a été lancée en coordination avec le pouvoir exécutif en vue de punir les personnes qui s'adonnent au trafic de migrants. La nouvelle disposition permet à la Direction générale des migrations et des naturalisations de collaborer avec la Police nationale pour déceler, suivre et instruire les cas de trafic de migrants. C'est également à ce titre qu'a été désigné un représentant du Procureur de la nation (procureur permanent) pour les affaires de trafic d'êtres humains à l'aéroport international Jorge Chávez;

b) Des cours sont dispensés à tout le personnel de la Direction générale des migrations et des naturalisations, au siège, à Puerto Callao et dans les directions provinciales des migrations, sur des sujets concernant la falsification des documents, avec la collaboration des consulats accrédités au Pérou;

c) Un nouveau Texte unique de procédures administratives (2002) (TUPA-2002-DIGEMIN) a été approuvé, inspiré des principes administratifs fixés par la loi No 27444 sur les procédures administratives générales : y sont définies les conditions fondamentales que toute personne doit remplir pour présenter une demande de validation de son passeport en toute simplicité ou obtenir le statut d'immigrant – ou le statut de permanent ou de résident s'il s'agit de citoyens étrangers;

d) Des conventions bilatérales ont été conclues avec l'Argentine et la Bolivie, qui prévoient que les étrangers en situation irrégulière (ressortissants de l'une des parties intéressées) qui se trouvent dans le pays peuvent régulariser leur statut de migrant – ou leur statut permanent ou de résident s'il s'agit de citoyens étrangers;

e) Le Congrès de la République a approuvé la Convention des Nations Unies contre la criminalité transnationale organisée, le Protocole y relatif visant à prévenir, réprimer et punir la traite des personnes, en particulier des femmes et des enfants, ainsi que le Protocole additionnel contre le trafic illicite de migrants par terre, air et mer et la Direction générale des migrations et des naturalisations est l'une des institutions qui oeuvrent à la réalisation des fins envisagées par la Convention, même si celle-ci n'est pas encore en vigueur.

- *Étant entendu que ces problèmes existent bien que les passeports péruviens soient dotés « de dispositifs de sécurité internationalement acceptés », quelles autres méthodes ont été ou seront adoptées pour prévenir la contrefaçon et la falsification des passeports et autres pièces d'identité?*

Les dispositifs de sécurité utilisés par la Direction générale des migrations et des naturalisations pour empêcher la contrefaçon et la falsification des passeports et autres pièces d'identité sont les suivants :

- Vérification de l'identité du requérant par consultation des données d'état civil des registres nationaux;
- Vérification matérielle ou vérification approfondie des documents douteux par l'Unité de coordination, d'identification et de sécurité de la Direction générale des migrations et des naturalisations;
- Vérification des pièces d'identité à la lumière ultraviolette;
- Système informatisé permettant l'actualisation et la consultation du registre national des passeports délivrés, prorogés ou annulés;
- Protection du passeport lui-même :
 - *À vue d'oeil* :
 - a) Photo du titulaire sur la page des renseignements personnels (p. 2);
 - b) Gravure en intaille au verso de la première page et au verso de la couverture, avec un filigrane;
 - c) Filaments de couleur (bleu et rouge) dans l'épaisseur de toutes les pages;
 - d) Hologrammes des armes de la République dans le feuil de sécurité;
 - e) Double couture du carnet constituant le passeport;
 - f) Filigrane de sécurité sur le carnet constituant le passeport.
 - *Avec un appareil* :
 - a) Le terme « República del Perú », visible à la lumière ultraviolette, est imprimé sur toutes les pages, y compris le verso de la première page et le verso de la couverture;
 - b) La couleur du numéro du passeport porté sur la première page change lorsque cette page est vue à la lumière ultraviolette;
 - c) La numérotation des pages est visible à la lumière ultraviolette;
 - d) Le verso de la première page et le verso de la couverture portent des mentions en microtypographie;
 - e) Le feuil de sécurité porte des mentions en microtypographie;
 - f) Le fil de la couture change de couleur à la lumière ultraviolette.
 - *Comment le Pérou protège-t-il ses frontières des entrées non autorisées, notamment dans les régions qui peuvent servir de refuge à des groupes agissant dans les pays voisins?*

Le Pérou protège ses frontières des entrées non autorisées en les confiant à la Police nationale, institution qui a pour mission essentielle de les surveiller et de les contrôler selon l'article 166 de la Constitution. De plus, l'alinéa 8 de l'article 7 de la loi No 27238 portant organisation de la Police nationale du Pérou charge celle-ci de surveiller et de contrôler les frontières et de veiller au respect des dispositions légales régissant les déplacements des Péruviens et des étrangers. D'autre part, le premier paragraphe de l'article 9 du Règlement d'application de la loi

susmentionnée charge la Police nationale de surveiller et de contrôler les frontières du territoire national et d'agir comme agent de développement et d'intégration.

Paragraphe 3

Alinéas a), b) et c)

- *Existe-t-il un mécanisme institutionnel chargé de l'application des dispositions des alinéas a) à c) du paragraphe 3 de la résolution?*

Réponse

Pour ce qui est du paragraphe a), un premier effort de coordination a été fait avec la Commission intersectorielle chargée d'évaluer le problème du terrorisme, qui vise à élargir le champ d'application des amendements apportés à ce propos à la législation nationale.

Pour ce qui est du paragraphe b), comme il existe peu de conventions dans ce domaine, c'est le principe de la réciprocité internationale qui joue différemment selon les cas.

Pour ce qui est enfin de l'alinéa b), on rappellera que le Pérou a proposé aux organes consultatifs de l'Organisation des États américains une nouvelle convention interaméricaine de lutte contre le terrorisme, dont le texte a été adopté et signé par les États membres le 3 juin 2001, à la trente-deuxième Assemblée générale de l'OEA, tenue à La Barbade; au Pérou, cette convention est en voie de ratification.

On trouvera la liste des conventions que le Pérou a signées aux annexes 1 et 2.

Alinéa d)

- *Le Comité constate que le Pérou a ratifié les 12 conventions internationales et les protocoles y relatifs qui traitent du terrorisme. Il souhaiterait savoir où en est au Pérou la promulgation des lois et des amendements nécessaires pour mettre en application ces instruments internationaux.*

Réponse

Dans l'état actuel des choses, le Pérou a déjà acquis une vaste expérience de la lutte contre le terrorisme, la qualification pénale de ce dernier crime étant suffisamment claire et ouverte, et ses éléments constitutifs et sa finalité précisément définis. Divers comportements délictueux peuvent être rapprochés de cette définition et aucune confusion n'est à craindre avec les autres figures pénales que sont par exemple le vol, les atteintes aux biens, etc.

Si des dispositions répressives conformes aux conventions auxquelles le Pérou a souscrit n'ont pas été introduites dans le droit interne, c'est qu'il n'y a pas eu sur son territoire de faits visés par la Convention de Montréal, la Convention de La Haye et les diverses conventions protégeant la sécurité des aéronefs, des plateformes, de l'aviation commerciale internationale, des matières nucléaires et des navires. Si des infractions de ce type venaient à se produire, la législation en vigueur, par son ouverture et sa clarté, dispenserait d'adopter des lois spéciales. Cela dit, à l'heure actuelle, l'État péruvien est en voie de donner suite à toutes les conventions en question puisqu'il a sensiblement progressé dans le domaine surtout du financement du terrorisme, qui fait l'objet d'une convention.

Il est cependant indéniable que la criminalité fait des progrès et devient de plus en plus technique, qu'elle adopte des méthodes et des modalités inédites et qu'elle a recours à des instruments et des moyens nouveaux pour agir et réaliser ainsi ses objectifs et ses fins. Le terrorisme n'est pas à l'écart de ce phénomène et les actes commis dans le monde entier à des fins terroristes mettent en oeuvre de nos jours des méthodes et des moyens puissamment destructeurs qui peuvent mettre en danger l'existence de l'homme elle-même. Certaines organisations terroristes sont peut-être en train de faire fabriquer des armes de destruction massive (chimiques, biologiques, nucléaires, etc.) et l'État péruvien considère qu'il doit se protéger de cette menace mondiale et adopter des règles légales pour y faire face. C'est dans cette optique que le Congrès de la République examine et analyse le projet de Texte unique intégré des lois antiterroristes déjà mentionné, qui définira de façon très précise toutes les obligations de l'État péruvien.

Alinéa e)

- *Les crimes visés par les conventions internationales et les protocoles y relatifs sont-ils qualifiés d'infraction dont l'auteur peut être extradé dans les accords internationaux auxquels le Pérou est partie?*

Réponse

Les accords que le Pérou a signés dans ce domaine sont de deux types :

1. Les accords fermés. Ces instruments (par exemple l'accord avec les États-Unis) contiennent une liste de crimes, et leurs dispositions ne s'appliquent qu'à ces crimes.
2. Les accords ouverts. Ces instruments (par exemple l'accord avec l'Équateur) couvrent tous les crimes, à condition que soient réunies les conditions générales suivantes : il faut que l'infraction ne soit pas de nature politique, qu'elle soit passible d'une peine de plus d'un an d'emprisonnement, qu'il n'y ait pas eu prescription de l'action pénale, etc.

Pour ce qui est d'abord des accords fermés, ils ne peuvent couvrir des infractions qui n'auraient pas été au départ énumérées dans les listes qu'ils contiennent. Jusqu'à présent le désir de modifier les textes pour les adapter aux résolutions du Conseil de sécurité ne s'est pas manifesté.

Pour ce qui est ensuite des accords ouverts, il n'y a pas lieu de les modifier puisque leur ouverture même permet de demander l'extradition même pour des actes de terrorisme ou les crimes connexes. Le seul problème, en principe, est la règle de la double incrimination : si la loi pénale des deux pays ne prévoit pas l'infraction dont il s'agit, l'extradition n'est pas possible.

Alinéa f)

- *Quelles législations et procédures et quels dispositifs ont été mis en place pour vérifier, avant d'accorder le statut de réfugié, que le requérant n'a pas participé à des activités terroristes?*

Réponse

Il faut en premier lieu préciser que l'asile pris au sens universel des Nations Unies vise fondamentalement le refuge, et non l'asile au sens latino-américain.

Cela étant entendu, nous renvoyons encore au décret suprême No 001-85-RE portant statut juridique des réfugiés et bénéficiaires de l'asile politique au Pérou qui, comme on l'a dit plus haut, dispose en son article 21 :

« [...] ne sont pas considérés comme réfugiés les étrangers dont il y a de bonnes raisons de penser qu'ils ont commis dans leur pays d'origine, dans le pays de leur dernière résidence ou dans quelque autre pays, des infractions graves de droit commun justiciables de poursuites internationales, tout particulièrement d'actes de terrorisme et de trafic de stupéfiants » .

On ajoutera que ce décret fixe la procédure d'octroi du statut de réfugié par la Commission spéciale des réfugiés. Cette commission peut demander aux organismes publics les informations qui lui semblent utiles et peut également demander au Haut Commissariat des Nations Unies pour les réfugiés de l'aider à réunir ces informations à l'étranger.

Enfin, le Congrès de la République vient d'approuver une loi relative au droit d'asile (sous l'angle de l'asile politique et territorial, selon la pratique latino-américaine) dont l'article 6 dispose qu'il n'y a pas lieu d'accorder l'asile aux personnes inculpées, jugées ou condamnées pour des crimes de droit commun ou qui ont attenté à la paix, ont commis des crimes de terrorisme, des crimes de guerre ou des crimes contre l'humanité tels que les définissent les instruments internationaux.

Alinéa g)

- *Décrire les procédures et les dispositions légales (hormis les accords internationaux) applicables à l'extradition.*

Réponse

La procédure d'extradition et les dispositions légales qui la régissent figurent dans la loi No 24710 sur l'extradition et dans le décret suprême No 044-93 portant règlement de l'extradition vers le Pérou, tel qu'amendé par le décret suprême No 031-2001-JUS.

Le dossier d'extradition vers le Pérou doit contenir la copie certifiée conforme des pièces suivantes :

- a) Attestation de la police;
- b) Plainte du ministère public;
- c) Acte d'ouverture de l'instruction;
- d) Acte de déclaration d'absence ou de contumace, et mandat de localisation et mandat d'amener;
- e) Décision du Procureur, acte de mise en accusation ou condamnation, selon l'étape de la procédure;
- f) Preuves à charge et à décharge;
- g) Preuves de l'identité de la personne recherchée permettant de déterminer que celle-ci est bien celle qui a fait l'objet de la condamnation ou des poursuites;
- h) Texte des règles du droit interne ou du droit conventionnel qui s'appliquent en l'espèce.

Ce dossier, assorti de l'opinion du Procureur général des affaires criminelles et de la Chambre criminelle de la Cour suprême, est remis par le Président de la Cour suprême au Pouvoir exécutif par l'intermédiaire du Ministère de la justice, avec certification des procédures intervenues à la Chambre criminelle.

La loi prévoit que la demande d'extradition vers le Pérou soit examinée par une commission composée de deux représentants du Ministère de la justice et de deux représentants du Ministère des relations extérieures. La commission a cinq jours au plus pour rédiger et présenter un rapport motivé au Ministère de la justice.

Conformément au décret suprême No 044-93-JUS, tel qu'amendé par le décret suprême No 031-2001-JUS, le Ministère de la justice présente le rapport de la commission au Conseil des ministres, qui approuve ou refuse la demande d'extradition. Le Ministère de la justice, donnant suite à la décision du Conseil des ministres, adopte éventuellement la résolution correspondante.

La demande d'extradition vers le Pérou approuvée par les autorités peut être annulée tant que le pays où la personne recherchée a trouvé refuge n'a pas pris une décision au fond définitive.

Ni la loi ni les règlements n'impartissent de délai pour les démarches expliquées dans les paragraphes qui précèdent.

Selon le décret suprême No 44-93-JUS, tel qu'amendé par le décret suprême No 031-2001-JUS, le dossier d'extradition vers le Pérou, accompagné de la résolution y relative, est remis par le Ministère de la justice au Ministère des relations extérieures, lequel présente à son tour la demande d'extradition aux autorités compétentes de l'État requis, selon les conventions et la coutume internationales.

Pour ce qui est des demandes d'extradition hors du Pérou, une fois que la personne recherchée a été arrêtée par l'antenne locale de l'Organisation internationale de police criminelle (Interpol), la décision nécessaire est adoptée, et dans les 24 heures, l'intéressé est déféré devant le juge instructeur de service, quelle que soit la nature des charges portées contre lui.

Le juge convoque une audience publique qui doit se tenir au plus tard dans les 15 jours; dans les trois jours qui suivent encore, la question de savoir s'il convient ou non de procéder à l'extradition doit être tranchée.

Le juge accorde la liberté provisoire à l'intéressé : a) si le délai légal prévu par l'accord ou par la loi pour traiter la demande d'extradition est expiré; b) si l'intéressé remplit les conditions de procédure ouvrant droit à une mise en liberté provisoire.

Au Pérou, les justificatifs qui doivent accompagner les demandes d'extradition sont tout ce qui est considéré comme « preuve » dans l'ordre juridique péruvien, selon ce que prescrit le Code de procédure pénale.

On appelle « administration de la preuve » les actes de procédure effectués avec l'aide des moyens définis par la loi qui tendent à créer la certitude judiciaire de la réalité ou de l'inexistence des faits qu'allèguent les Parties pour étayer leurs prétentions ou leur défense.

Enfin, le Code de procédure pénale qualifie de preuve le dossier d'instruction, le témoignage, l'expertise, les démarches spéciales. De ce point de vue, le Code de

procédure pénale et la loi organique du ministère public considèrent que le rapport de police, sur lequel s'appuie le Procureur pour formuler l'accusation, fait partie des éléments à prendre en considération et qu'il est dès lors considéré comme preuve de l'infraction commise.

- *La loi péruvienne permet-elle de rejeter pour des raisons politiques une demande d'extradition visant un terroriste présumé?*

Réponse

Selon la Convention sur le statut des réfugiés de 1951, est un réfugié toute personne craignant avec raison d'être persécutée du fait de sa race, de sa religion, de sa nationalité, de son appartenance à un certain groupe social ou de ses opinions politiques, qui se trouve en dehors du pays dont elle a la nationalité ou où elle a sa résidence et qui ne peut, du fait de cette crainte, se réclamer de la protection de ce pays.

Les mêmes principes peuvent s'appliquer à l'asile territorial et à l'asile diplomatique, qui ne sont cependant applicables qu'en cas de persécution politique.

Ainsi, pour avoir droit au statut de réfugié ou à l'asile territorial ou diplomatique, il faut avoir de bonnes raisons de craindre d'être poursuivi soit par l'État soit par des organisations comme les groupes terroristes ou paramilitaires. Le principe essentiel de ce régime de protection est qu'il ne faut pas laisser sans protection des êtres humains qui, dans les situations que l'on vient de décrire, ne peuvent compter sur les garanties de l'État dont ils ont la nationalité ou de celui où ils résident.

Telles sont les conditions qui commandent l'octroi du statut de réfugié, en fonction de critères humanitaires.

Paragraphe 4

- *Le Pérou a-t-il prêté attention aux préoccupations exprimées au paragraphe 4 de la résolution?*

Réponse

Le Pérou a inséré dans sa législation des dispositions qui ont trait au contenu du paragraphe 4; on peut citer l'article 279 A du Code pénal qui dispose : « Quiconque produit, élabore, commercialise, emmagasine, vend, acquiert, utilise, possède ou transfère à un tiers des armes chimiques en contravention avec les interdictions fixées par la Convention sur les armes chimiques adoptée par l'Organisation des Nations Unies en 1922, et quiconque encourage, favorise ou facilite ces activités est passible d'une peine privative de liberté de cinq ans au moins et de 20 ans au plus.

L'article 279 B du même code dispose ce qui suit en matière de trafic illicite d'armes : « Quiconque subtilise ou enlève des armes à feu, des munitions, des grenades de guerre ou des explosifs appartenant aux membres des forces armées, de la police nationale ou des services de sécurité est passible d'une peine privative de liberté de 10 ans au moins et de 20 ans au plus. La peine est portée à l'emprisonnement à perpétuité si cette subtilisation ou cet enlèvement ont pour conséquence d'infliger la mort ou des blessures graves à une victime ou à des tiers. »

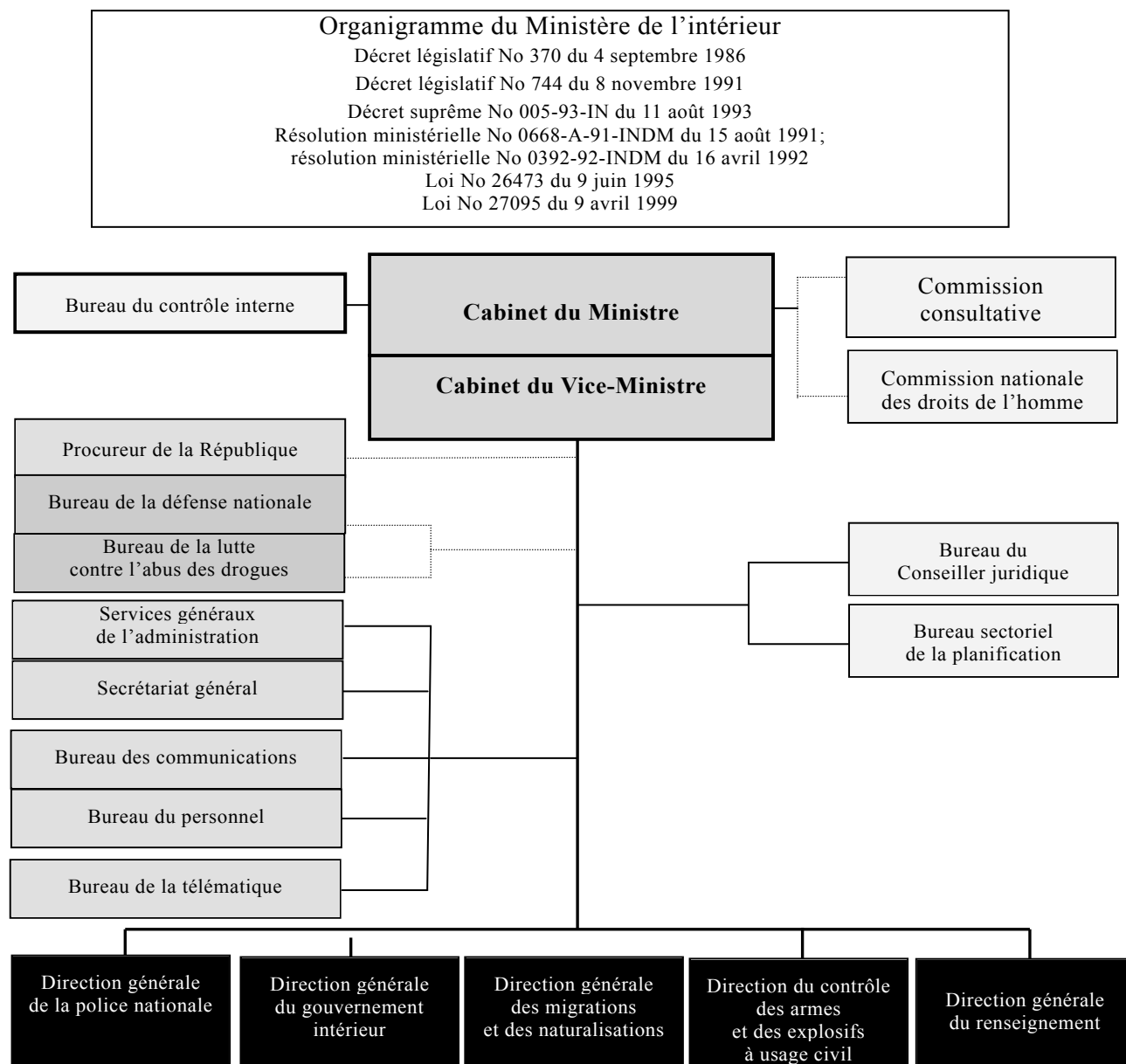
Il convient aussi de mentionner que le Pérou a ratifié la Convention des Nations Unies contre la criminalité transnationale organisée et deux des protocoles additionnels y relatifs, le troisième étant en voie de ratification.

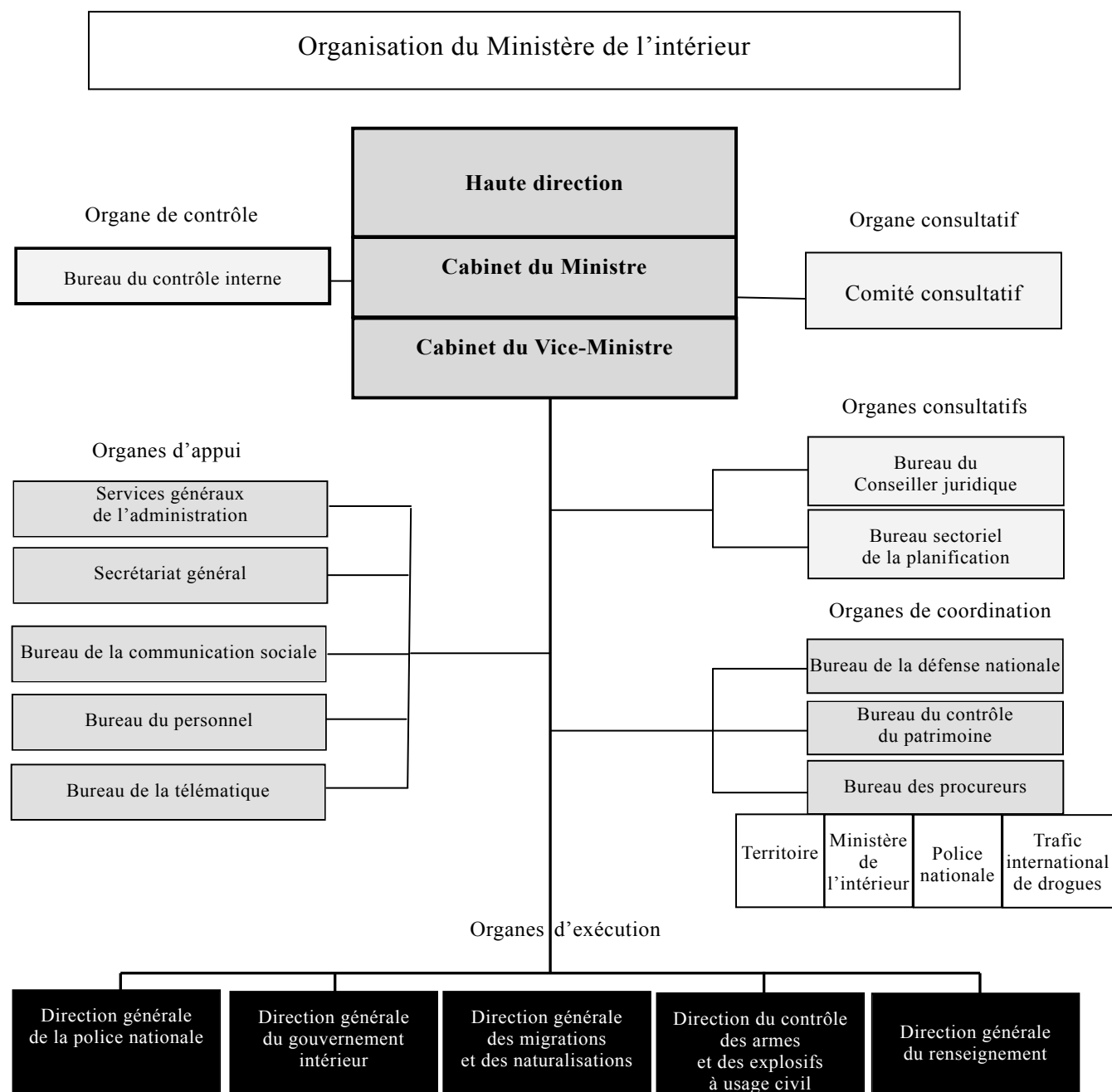
Questions diverses

- *Le Pérou pourrait-il fournir l'organigramme du dispositif administratif – police, services de l'immigration, contrôles financiers et fiscaux ... – mis en place pour mettre en application pratique les lois, règlements et autres textes dont on peut considérer qu'ils servent les fins envisagées dans la résolution?*

Réponse

Voir organigramme.





Organisation de la police nationale

